

Communiqué de presse

## Face aux économies brutales et insoutenables demandées par le PLF 2025, faisons confiance aux collectivités territoriales pour réaliser des économies de bon sens !

**« Avec le PLF 2025, le Gouvernement décide unilatéralement des efforts qui doivent reposer sur les collectivités, sans concertation, sans vision, sans réflexion ni projet d'avenir ». Une méthode qui n'a jamais fonctionné, selon Emmanuel Sallaberry, et qui fait abstraction de la capacité qu'ont les collectivités à faire de la politique autrement : moins dépenser, mais surtout mieux dépenser !**

*« Ce projet de loi nous impose des économies tout simplement irréalisables, en partant du constat malhonnête que les collectivités seraient à la fois riches et mauvaises gestionnaires »* explique Emmanuel Sallaberry. En effet, le gouvernement prévoit des ponctions sur les recettes des **450 collectivités « les plus importantes »**. Pour la seule Ville de Talence, le manque à gagner s'élèverait à près de 2 millions d'euros par an. *« L'effort qui nous est demandé correspond ni plus ni moins à notre capacité annuelle d'investissement. Ces mesures vont noyer les finances de la Ville. Dès 2025, notre équilibre financier serait précaire, dans le rouge en 2026 et insoutenable en 2027 »* déplore le Maire.

Comme le rappelle Emmanuel Sallaberry : *« les collectivités ne représentent que 8% de la dette colossale de notre pays »*. Depuis 15 ans, les dotations ont baissé de plus de 71 Mds€. Pour autant, elles endossent toujours plus de responsabilités avec toujours moins de moyens, traduisant leur capacité de gestion.

Avec une dette de 3 200 Mds€ et un déficit public de 6,1% du PIB, il faut réaliser d'importantes économies, mais surtout **penser autrement la dépense publique**. **Les collectivités territoriales doivent participer à cet effort de réflexions et d'économies pour offrir aux générations à venir une situation financière suffisante face aux enjeux considérables qu'elles auront à affronter.**

Il est grand temps que le Gouvernement fasse confiance aux collectivités : un grand nombre de régions, départements, intercommunalités, communes peuvent faire leur examen de conscience et repenser la dépense publique. Nous pouvons tous faire des économies, mais qu'à la condition que les normes soient repensées, que l'échelon de proximité soit privilégié, que les politiques publiques soient cohérentes et coordonnées.

Pour cela : **lançons les états généraux de la dépense publique locale**. Les élus et fonctionnaires sont responsables, connaissent leur métier et sont conscients de ce que leurs concitoyens attendent d'eux. Mettons-les autour de la table, donnons-leur 6 mois pour proposer des pistes d'améliorations, de simplifications. Partons du terrain, partons des usagers de nos services publics, écoutons celles et ceux qui les font vivre. Ils respectent l'argent du contribuable plus que quiconque et sauront trouver des solutions.